

N°5
09/2008

EN AVANT CAMARADES !



Bulletin de liaison des militants des jeunesses communistes marxistes-léninistes

Sommaire :

- EDITORIAL : CRISE ET RESTRUCTURATION DE LA FINANCE INTERNATIONALE (P. 1)
- CONTRIBUTION : CRITIQUE DU SOCIAL-CHAUVINISME – L'EXEMPLE DU PRCF (p. 5)

Editorial : Crise et restructuration de la finance internationale

Les faits

Face à la chute des prix de l'immobilier et au surendettement croissant des ménages américains, les deux géants du refinancement du crédit hypothécaire, la Federal National Mortgage Association (créée en 1938) et la Federal Home Loan Mortgage Corporation (créée en 1970) qui garantissaient près de la moitié des 12 000 milliards de dollars du marché des hypothèques ont affiché au cours de ces derniers mois des pertes de plusieurs milliards de dollars. Par conséquent, leur valeur de cotation en bourse a fondu comme neige au soleil, malgré leur sauvetage par l'Etat américain qui a mis la main à la poche... du contribuable à hauteur de 200 milliards de dollars. Le 8 septembre 2008, leur valeur en bourse s'était effondrée respectivement de près de 85 et 72 %...

Le 15 septembre 2008, Wall Street a connu sa plus forte baisse quotidienne depuis le 11 septembre 2001 suite à la déclaration en faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers. Fondée en 1850, cette banque avait survécu à la crise de 1929, mais n'est pas parvenue après août 2007 à solder ses actifs 'à risque', ni à trouver de repreneur. Son résultat net, positif à hauteur de 4 milliards de dollars en 2006 et 2007 est devenu négatif à hauteur de 4 milliards de dollars au troisième trimestre 2008. Par conséquent, sa cotation en bourse est passée de près de 86 dollars en février 2007 à moins de 4 dollars le 12 septembre 2008. A la fin mai 2008, Lehman Brothers possédait 639 milliards d'actifs, contre 613 milliards de dettes et n'avait que 30 milliards de dollars de capital. Ainsi, une perte de moins de 5 % du volume de ces actifs condamnait cet établissement à la faillite... Sur les marchés internationaux, de Tokyo à Zürich en passant par Londres, les banques créancières de la Lehman Brothers ont toutes subi de plein fouet sa faillite : AXA a ainsi chiffré ses pertes à 300 millions d'euros et les banques chinoises à 517 millions d'euros.

Le même jour, au bord de la faillite, la banque d'affaires Merrill Lynch était rachetée pour 50 milliards de dollars par la Bank of America. Merrill Lynch, créée en 1914, gérait environ 1 800 milliards de dollars d'actifs et affichait un chiffre d'affaires de 48 milliards de dollars en 2005. En septembre 2008, cette banque affichait des pertes supérieures à 2 milliards de dollars.

Le 19 août 2008, la banque d'affaires Goldman Sachs avait revu à la baisse les prévisions de résultats 2008 des ténors de la finance américaine : Lehman Brothers, Citigroup, Merrill Lynch, Morgan Stanley et JPMorgan.

Du 15 au 16 septembre, la Banque Centrale Européenne (BCE) a injecté 100 milliards d'euros. Alors qu'on annonçait à la bourse de Londres le rachat en urgence de Halifax-Bank of Scotland (HBOS, premier établissement britannique de crédit immobilier) par Lloyds TSB, la Banque d'Angleterre injectait 31 milliards d'euros. Au 17 septembre, la Banque du Japon avait injecté plus de 36 milliards d'euros. Le 15 septembre, la Réserve fédérale américaine (FED) a injecté 47 milliards d'euros et mettait à disposition des marchés 34 milliards d'euros supplémentaires le jour suivant. Le 18 septembre, la FED injectait à nouveau 71 milliards d'euros, un record depuis septembre 2001.

Tandis que le ministre allemand des Finances déclarait devant le Parlement que « cette crise financière est la pire depuis des décennies », le directeur du FMI s'inquiétait de ce que « le pire de la crise financière » était peut-être à venir, d'autres géants de la finance pouvant bientôt se retrouver dans la situation de Lehman Brothers... (Reuters, 17/09/2008). Si pour Joseph Stiglitz, l'ancien keynésien de l'ordre bourgeois international, la crise financière actuelle « devrait » être moins grave que celle de 1929 étant donné que « nous disposons aujourd'hui d'outils en matière de politique fiscale et monétaire pour éviter une autre Grande dépression » (l'ancien 'prix Nobel d'économie' a cependant modéré son optimisme par un « on peut bien sûr se tromper »...), Alan Greenspan, l'ancien président de la FED s'est montré nettement moins optimiste. Selon lui, la crise actuelle « est la plus grave depuis 50 ans et probablement depuis un siècle » (AFP, 15/09/2008), appréciation reprise par N. Sarkozy à New York le 23 septembre.

Dans ce contexte, alors que la récession s'approfondit et que l'investissement ne cesse de reculer, la demande en pétrole décroît et les cours du brut s'effondrent, au grand dam de ceux qui spéculaient sur la hausse de la demande : le prix du baril est passé de plus de 139 dollars en juin à 90 dollars en septembre. Les dirigeants russes, si euphoriques il y a encore quelques mois, sont aujourd'hui moins confiants dans l'avenir : le 16 septembre, ils ont injecté 10 milliards d'euros dans leur système bancaire... Le lendemain, devant l'inutilité de cette mesure, l'Agence fédérale de régulation des marchés décidait la suspension pure et simple des échanges boursiers jusqu'au lendemain, après avoir promis l'injection de 13 milliards d'euros supplémentaires !

A qui le tour ?

« La restructuration à marche forcée entreprise par le secteur financier américain semble être la plus importante depuis la grande Dépression des années 1930. » (*Reuters*, 18/09/2008)

Selon Kenneth Rogoff, ancien économiste en chef du FMI, les perspectives continuent de s'assombrir pour le futur proche du secteur financier américain : après la faillite de la Bear Stearns en mars 2008, la faillite de Lehman Brothers et la quasi faillite de la Federal National Mortgage Association et de la Federal Home Loan Mortgage Corporation en septembre, d'autres grands établissements financiers sont actuellement en mauvaise posture.

Le 15 septembre, AIG (ex-première capitalisation boursière mondiale du secteur de l'assurance) s'effondrait de plus de 43 %. Ayant demandé une aide d'urgence à la FED, celle-ci lui a accordé dès le lendemain un prêt pouvant aller jusqu'à 85 milliards de dollars. Depuis le début de l'année 2008, AIG a perdu plus de 90 % de sa valeur en bourse.

La Washington Mutual (créée en 1889), première société américaine de crédit immobilier, a vu ses actifs passer de 328 à 310 milliards de dollars de décembre 2007 à juin 2008. Depuis décembre 2006, ses actifs ont baissé de près de 11 %. Cette société est désormais au bord de la faillite et a annoncé le 17 septembre qu'elle cherchait un repreneur... En bref, se profile dans un futur proche soit une faillite du type de Lehman Brothers, soit un rachat à prix bradé du type de Meryl Lynch moyennant une participation financière de l'Etat...

Parmi les futures victimes de la crise, on trouve également la banque d'investissement Morgan Stanley, disposant de 779 milliards de dollars d'actifs dans plusieurs dizaines de pays (ainsi, cette banque est co-propriétaire du club de football Paris Saint-Germain depuis août 2006). Créée en 1935, Morgan Stanley a déjà vu son bénéfice net reculer de 42 % au premier trimestre 2008 par rapport au premier trimestre de l'année précédente. De 2007 au troisième trimestre 2008, le bénéfice par action est passé de 2,17 à 1,43 dollars. Le 22 septembre 2008, Mitsubishi UFJ Financial Group (première banque japonaise disposant de 1 700 milliards de dollars d'actifs) a annoncé qu'il voulait entrer à hauteur de 20 % dans le capital de Morgan Stanley qui a vu son cours en bourse chuter de plus de 50 % depuis le début du mois de septembre 2008.

Ainsi, la situation financière de la banque d'affaires Citygroup s'est grandement dégradée. Citygroup est née en 1998 de la fusion de Citicorp et de Travelers Group, groupes issus de banques créées à partir de 1812. Cette fusion a alors fait du groupe le premier groupe de services financiers au monde. Ce groupe n'opère pas seulement dans des secteurs d'activité tels le crédit et les assurances : il opère également dans le courtage à l'échelle internationale. De 2002 à 2005, le résultat net du Citygroup est passé de 15 à 24 milliards de dollars, puis a baissé. Malgré un chiffre d'affaires en hausse son résultat n'était plus que de 21 milliards de dollars en 2006 et de moins de 4 milliards de dollars en 2007. Selon l'estimation fournie par Goldman Sachs en août 2008, Citygroup enregistrera des pertes de 1,3 dollars par action en 2008. L'action de la banque d'affaires Goldman Sachs elle-même a perdu plus des trois quarts de sa valeur depuis août 2007, son bénéfice net ayant fondu de 70 % en 2008.

Au 22 septembre 2008, il ne subsiste donc plus qu'une seule grande banque d'investissement aux USA : Goldman Sachs (disposant de 1 119 milliards de dollars d'actifs en 2007), Morgan Stanley étant en sursis.

Même la banque d'affaires JPMorgan Chase & Co. (troisième banque des USA), qui gère 1 200 milliards de dollars d'actifs dans une soixantaine de pays et possède très peu de créances liées au crédit hypothécaire (perte de seulement 1,3 milliards de dollars liée aux subprimes), n'affiche pas une santé parfaite. Déjà, le bénéfice net de l'année 2007 avait marqué un recul de 34 % par rapport à 2006. Si elle enregistrait encore un bénéfice net de deux milliards de dollars au deuxième trimestre 2008, cela représentait tout de même une baisse de plus de 50 % sur un an... Et le rachat à prix cassé de la Bear Stearns n'est pas la seule cause de cette baisse : le produit net bancaire a reculé de 3 % par rapport au trimestre précédent... Les analystes bourgeois reconnaissent eux-mêmes que les subprimes n'expliquent pas tout :

« Dans les détails des comptes du 4ème trimestre 2007, JP Morgan évoque des résultats de banque d'investissement en déclin significatif. (...) La banque fait également état d'une « plus faible performance de trading ». » (www.boursier.com)

La crise des subprimes est donc bien l'arbre qui cache la forêt et ne constitue en aucun cas la raison profonde des faillites en série auxquels on a assisté.

Portée et signification de la crise financière internationale

Selon le directeur général du FMI, les causes de la crise financière sont connues : il s'agirait de la 'crise des subprimes'. Si l'on en reste aux apparences, on peut bien faire passer cette affirmation pour la réalité. Cependant, la crise du crédit hypothécaire elle-même n'a pu naître qu'en raison de l'endettement croissant de nombreux ménages américains qui résulte lui-même de la pression exercée par la Capital sur le niveau des salaires.

Mais l'essentiel, c'est que cette crise des subprimes n'a conduit à des faillites bancaires en série que parce que le taux de profit moyen n'a cessé de baisser, rendant les établissements bancaires extrêmement fragiles. Les pertes induites par le crédit hypothécaire auraient-elles été fatales à Lehman Brothers si elle avait enregistré des gains suffisants dans d'autres secteurs d'activité ? Lehman Brothers était en effet un acteur majeur du marché des emprunts d'État américains, dont la baisse des rendements a sans aucun doute joué un rôle important dans la faillite de la banque. La vérité est qu'au cours de ces deux dernières années, le rendement des bons du Trésor américain (à court comme à long terme) n'a pas cessé de baisser, chose somme toute naturelle dans le cadre de la récession économique aux USA. Ainsi, de février 2007 à août 2008, le rendement annuel du bon du Trésor à trois mois est passé de 5,03 à 1,72 %. Le 18 septembre, son rendement n'était plus que de 0,23 % ! (www.federalreserve.gov)

La récession actuelle des vieux pays impérialistes a déjà de lourdes conséquences : après leur déclin industriel, leur déclin financier devient inexorable, l'impérialisme chinois partant à la conquête des marchés financiers : alors que les investissements stagnent, l'arrivée de nouveaux concurrents ne peut qu'aggraver la concurrence sur les marchés financiers, provoquant la faillite des banques les plus fragiles. A la liquidation croissante de nombreuses industries dans les pays impérialistes succède donc la liquidation de nombreuses banques de ces mêmes pays du fait de la chute du taux de profit provoqué par la modification du rapport de forces inter-impérialistes... Ainsi, à la mi-septembre, on estime que le secteur financier avait déjà supprimé 100 000 emplois et que 50 000 autres pourraient suivre rapidement. (*Reuters*, 15/09/2008) Il n'y a bien sûr aucune raison que ce mouvement ne s'étende pas à tous les pays qui sont dans une situation économique semblable et où frappe la récession...

Le dilemme auquel se disent aujourd'hui confrontés les économistes bourgeois de la FED et des institutions bourgeoises internationales est le suivant : « baisser les taux directeurs des banques et favoriser l'inflation » ou « les relever et enfoncer l'économie » ? Et de conclure qu'en définitive, la seule chose qu'ils puissent faire sans dommages, « c'est de racheter les mauvaises dettes des banques ». (*AFP*, 20/09/2008) Cependant, ces 'solutions' restent prisonnières du cadre de la société bourgeoise et ne remédient en aucune sorte à la cause structurelle de toutes les crises : la contradiction fondamentale entre le Travail et le Capital.

Pourquoi donc, même en portant secours aux banques au bord de la faillite, la bourgeoisie ne peut-elle pas éviter la faillite de son système tout entier ?

Eh bien tout simplement parce qu'en renflouant à coup de centaines de milliards les grands établissements financiers en faillite, la bourgeoisie ne fait que déplacer le problème. Croyant le régler, elle creuse en fait un trou béant dans le budget des Etats bourgeois. Il faudra donc aux travailleurs se serrer encore davantage la ceinture, car ces fonds ne seront plus disponibles pour assurer le secours social (assurance maladie, éducation, retraites), forçant ceux qui ne peuvent pas payer à se passer de ces services, et ceux qui le peuvent encore à réduire leur dépenses dans d'autres secteurs (notamment celui des biens de consommation courante), avec les conséquences que l'on connaît sur le tissu économique...

En outre, le budget des Etats bourgeois n'est pas extensible à l'infini, et en finançant le déficit des banques, l'Etat bourgeois aggrave le sien. Aux USA, les laquais du Capital croient avoir trouvé la solution : financer ce déficit au moyen des bons du Trésor. Mais la production sociale n'augmentant pas, le rendement des titres émis décroît nécessairement en proportion inverse de leur nombre, à la manière de la valeur de l'argent quand on fait tourner la planche à billet pour créer de la richesse...

L'émission de bons du Trésor a donc des limites qu'il serait dangereux de dépasser (à moins de vouloir imiter la malheureuse expérience proudhonienne du crédit gratuit !), forçant les gouvernements bourgeois à ne 'sauver' de la faillite qu'un nombre retreint d'établissements. Ainsi, on comprend que l'Etat bourgeois américain soit « en train de dire 'ça suffit' après avoir sauvé plusieurs établissements ». (M.-P. Pillon de Groupama Asset Management, *Reuters*, 15/09/2008)

Impuissants face à la crise, les politiciens et les économistes bourgeois n'ont d'autre chose à afficher que leurs espoirs, leurs vœux pieux et leur volontarisme, afin de duper les travailleurs en leur faisant croire que la bonne volonté ou la 'main invisible' du marché suffiront à faire revenir des jours meilleurs. C'est dans ces circonstances de crise que le rôle de figuration des hommes de paille du Capital apparaît de manière particulièrement évidente : alors que selon un sondage Ifop les conséquences de la crise financière internationale actuelle inquiètent plus de 80 % des français, « Nicolas Sarkozy paraît fort dépourvu et ne semble guère avoir que son volontarisme à afficher ». (*Reuters*, 21/09/2008).

La crise actuelle provient avant tout de la baisse du taux de profit des banques : devant le recul de l'investissement dans les métropoles des vieux pays impérialistes, ainsi que la concurrence des capitaux chinois sur les marchés financiers internationaux, les résultats des banques des vieux pays impérialistes souffrent. Les banques les plus faibles sont incapables de trouver des placements à leurs capitaux suffisants pour assurer leur rentabilité. Leurs capitaux, tout comme les promesses de profit futur restent donc fictifs du fait qu'ils ne trouvent à s'employer, alors même que les victimes de la récession économique se font de plus en plus nombreuses. Les banques qui survivent actuellement sont celles dont les placements sont les plus diversifiés, comme la prestigieuse Goldman Sachs (qui possède d'importants actifs en Chine).

Ce mouvement, en ruinant les établissements financiers les plus faibles, ne fait qu'aboutir à un niveau de concentration supérieur. Pourtant, quand bien même il ne subsisterait plus qu'une seule banque d'investissement aux USA, celle-ci ne serait pas durablement protégée de la faillite. En effet, la persistance de la récession dans le cadre national et de la concurrence des capitaux chinois sur les marchés financiers internationaux continuerait de faire peser sur elle une menace redoutable.

L'essor des banques chinoises et l'avenir qui se prépare

A la fin du mois de septembre 2007, les réserves de change de Pékin ont dépassé 1 430 milliards de dollars (elles dépassent aujourd'hui 1 700 milliards de dollars). Face à cette masse de capitaux que la bourgeoisie chinoise est incapable d'investir en Chine, l'impérialisme chinois a créé en octobre 2007 un puissant fond d'investissements, la China Investment Corporation (CIC), doté d'un capital de départ de 200 milliards de dollars. Le 19 décembre 2007, la CIC a pris possession de 9,9 % de Morgan Stanley. La CIC aurait actuellement pour ambition de se porter acquéreur de Morgan Stanley à hauteur de 49 %, à condition que l'impérialisme américain donne son accord « car même l'acquisition d'une participation inférieure à 10 %, ferait l'objet d'une enquête du gouvernement américain comme tout investissement étranger » (Xinhua).

Alors que la plus grande partie des banques ont connu un premier semestre 2008 difficile, la banque chinoise ICBM, elle, a annoncé pour la même période un bénéfice record de plus de 6 milliards de dollars, en hausse de près de 57 % ! ICBM possède aujourd'hui plus de 1 350 milliards de dollars d'actifs et sa valorisation boursière est passée de 129 à 235 milliards de dollars d'octobre 2006 à août 2008. Il y a deux ans, elle n'était que le 7^{ème} établissement bancaire mondial par capitalisation boursière. Elle est aujourd'hui le premier.

La crise financière actuelle nous est présentée comme 'internationale'. Elle l'est d'une certaine façon, puisque dans les métropoles des vieux pays impérialistes, comme dans les pays ateliers semi-coloniaux, la crise financière actuelle met à mal les places boursières. La ruine croissante des établissements financiers aux mains des vieux pays impérialistes n'est cependant pas ressentie avec la même acuité par tous les pays du système mondial de l'impérialisme. L'économie des pays dépendants ne peut que souffrir encore davantage de la réduction de la demande provoquée par la récession croissante de l'économie des vieux pays impérialistes, cette réduction ne pouvant qu'aggraver la concurrence des marchandises chinoises. La bourgeoisie impérialiste chinoise, elle, ne souffre pas directement des faillites des banques étrangères. Au contraire, les banques chinoises en profitent plus qu'elles n'en souffrent, cette crise leur permettant de trouver des débouchés à leurs capitaux : en période de crise, elle peut espérer des autres pays impérialistes qu'ils soient moins regardants. Ce que la bourgeoisie impérialiste chinoise redoute, ce n'est donc pas que la crise financière s'étende aux banques chinoises. De son propre aveu, ce qu'elle craint par-dessus tout, c'est « la demande étrangère réduite en tant que résultat du ralentissement de l'économie mondiale, menant beaucoup d'exportateurs à la banqueroute ». (<http://french.peopledaily.com.cn/Economie/6504779.html>)

La bourgeoisie chinoise a donc tout intérêt à venir au secours des banques étrangères concurrentes, afin que les populations des pays impérialistes concurrents puissent continuer de vivre à crédit et d'acheter les marchandises chinoises. Mais pour que la bourgeoisie impérialiste chinoise puisse venir au secours de ses concurrents, il faut encore que ceux-ci acceptent de se placer sous la dépendance financière chinoise ! C'est là que les choses risquent de se corser, car il n'est pas acquis que les bourgeoisies des pays impérialistes concurrents acceptent de jouer un rôle d'ordinaire réservé aux bourgeoisies compradore !

Si la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin refuse d'accepter la dépendance marchande *et* financière croissante de l'impérialisme chinois, alors la crise actuelle conduira à une nouvelle guerre inter-impérialiste. Une telle guerre serait pourtant très risquée pour les pays impérialistes en déclin, les USA compris. La Chine possède en effet des ressources en pétrole non négligeables ainsi que l'arme atomique. Quel pays impérialiste pourrait prétendre sérieusement remporter une victoire militaire contre les forces armées chinoises ? Une telle guerre, conduirait sans aucun doute à une destruction de capital fixe (usines) et de capital variable (main d'œuvre) sans précédent dans l'histoire des guerres inter-impérialistes du siècle passé.

Si la bourgeoisie des pays impérialistes en déclin accepte bon gré mal gré la dépendance marchande *et* financière croissante de l'impérialisme chinois, alors les métropoles des vieux pays impérialistes en déclin deviendront des territoires semi-coloniaux fournissant à l'impérialisme chinois des produits d'exportation destinés à forger des chaînes dorées au prolétariat chinois. Ce nouvel ordre impérialiste ne pourrait se traduire pour les populations des ex-métropoles impérialistes que par une répression sauvage du mouvement ouvrier, visant à faire

accepter aux travailleurs qu'on les traite comme la bourgeoisie des vieux pays impérialistes a traité les travailleurs des pays coloniaux et semi-coloniaux pendant plus d'un siècle...

Ainsi, confrontées à l'impérialisme chinois, les bourgeoisies impérialistes concurrentes remplacent aujourd'hui les chaînes dorées du salariat par des chaînes rouillées moins coûteuses, aggravant ainsi le problème des débouchés, précipitant la décomposition économique du système mondial de l'impérialisme, et contribuant à la naissance d'un nouveau rapport de forces inter-impérialiste dont les travailleurs seront inévitablement les premières victimes, quel que soit le scénario.

Aux USA, la mise en chantiers de logements n'a pas cessé de baisser et atteignait au mois d'août 2008 son plus bas niveau depuis 1991. En France, de mars à mai 2008, la mise en chantier de logements a reculé de près de 22 %. Alors même que les défenseurs de l'ordre bourgeois continuent de masquer le fort impact de l'inflation sur la consommation des masses travailleuses en noyant les statistiques au milieu de moyennes comprenant toutes les classes sociales, un nombre croissant de travailleurs n'a pas d'autre choix pour compenser la baisse des salaires réels que de restreindre davantage leurs dépenses dans d'autres domaines. Ainsi, en France, 20 % des ouvriers et 34 % des employés n'étaient pas du tout partis durant les vacances estivales en 2005. En 2008, leur proportion est passée à 41 et 47 %. A début du mois de septembre 2008, le président de la Banque Centrale Européenne a revu à la baisse les prévisions de croissance pour 2008 et 2009, alors qu'il revoyait en même temps à la hausse les prévisions du niveau d'inflation. Il devient ainsi évident aux yeux des économistes bourgeois que « la zone euro s'enlise dans la récession ». (AFP, 05/09/2008)

Dans un nombre croissant de pays impérialistes en déclin, la récession se fait de plus en plus évidente. Espérant déplacer la crise dans des pays concurrents, la bourgeoisie impérialiste de chaque pays bloque sciemment les salaires et revient sur les 'acquis sociaux' avec lesquels elle a acheté des décennies durant la paix sociale. Ainsi, le problème international des débouchés ne peut que s'aggraver et pousser la bourgeoisie qu'à perpétuer cette fuite en avant par des actions toujours plus désespérées et réactionnaires.

Alors même que les chiffres de l'inflation ne cessent d'augmenter, alors que l'on assiste à une baisse sans précédent des revenus réels des masses travailleuses, celles-ci résignées, semblent rester apathiques devant cette offensive menée par le Capital sur tous les fronts avec la complicité des réformistes et des révisionnistes de tous poils qui fournissent au Capital un précieux appui en propageant leurs rêves réactionnaires d'un retour à 'l'Etat providence', cachant aux travailleurs et aux peuples opprimés cette vérité que seule la révolution socialiste et l'expropriation des exploiters les délivrera du joug multiforme exercé par le Capital.

Le rédacteur en chef.

Critique du social-chauvinisme – L'exemple du PRCF

Le PRCF nous inflige encore de l'un de ses textes dont lui seul a le secret : mêlant l'indigence intellectuelle et un jargon « matérialiste-dialectisant » recouvrant des concepts fumeux.

Certes, le PRCF est un groupe inoffensif, aile gauche du PCF, alors pourquoi devrions nous perdre notre temps à nous coltiner des textes comme « Nation, Peuple et Classe Ouvrière? »

Tout simplement parce que ces erreurs ne sont pas le fait des seuls tenants de « l'indépendance nationale » et de la mise en avant de la soi-disant « exception française » (comme nous le verrons plus tard). Au contraire ces erreurs ont été combattues par nos prédécesseurs, depuis Staline et Marx. S'y confronter, les analyser pour ce qu'elles sont, c'est éviter d'y tomber.

Tout d'abord, George Gastaud nous entretient de l'unité des ouvriers, des fonctionnaires, des marins pêcheurs, des travailleurs immigrés et des militaires.

D'accord avec lui quand il écrit « En apparence rien de commun [entre eux] ». En effet, d'un côté nous avons des travailleurs ayant intérêt à un changement radical de système (n'ayons pas peur des mots, disons tout net : un changement révolutionnaire); et de l'autre une petite-bourgeoisie qui se sent lésée par une bourgeoisie impérialiste qui l'a mise à la diète, vu la situation de l'impérialisme français et qui ne demande qu'une redistribution des profits capitalistes à son seul avantage.

Mais, Gastaud voit un point commun entre eux : « la CASSE DE LA FRANCE »

Nous connaissons le leitmotiv du PRCF concernant la nation, mais force est de reconnaître que là, ça devient « franchement ridicule ». En effet, Gastaud voit dans le pouvoir de l'UMP une force qui délocalise, privatise, et surtout détruit « l'exception française héritée de 1789, 1905, 1936, 1945 », en évitant au passage des références de poids pour tout communiste : la révolution de 1848, creuset dans lequel le communisme moderne s'est forgé et surtout, le mouvement communaliste, et particulièrement la Commune de Paris, premier exemple de prise de pouvoir du prolétariat.

« Cette exception française faisait que notre pays, celui de l'encyclopédie, de la révolution, de la commune, de la résistance antifasciste, ménageait une certaine place au progrès social, aux « lumières » (Par exemple, à la laïcité de l'école et de l'état ou à l'enseignement de la philosophie à tous les élèves de terminale), aux libertés syndicales et

démocratiques, bien que notre pays n'eut jamais cessé (hélas) d'être un pays capitaliste et même impérialiste malgré les efforts du mouvement ouvrier pour qu'il en soit autrement. »

Il est étrange qu'avec tant de mérites, le pays de la « raison » et des « droits (bourgeois NDLA) de l'homme » ne se soit pas contenté d'être « hélas » un pays capitaliste et impérialiste (comment en aurait-il pu être autrement dans la succession historique des modes de production?), mais l'un des plus brutaux, les plus réactionnaires aussi bien dans ses colonies qu'en métropole : des dirigeants si typiquement français et capitalistes que Napoléon III, Thiers et De Gaulle auront sans doute mal compris ce qu'était l'exception française concernant le progrès social?

« Mais cette exception française est devenue intolérable pour l'aristocratie de Neuilly et de Monté (sic) Carlo »

« Intolérable pour les Thatcher, Blair, Bush & Cie, qui voient dans la France officielle, bourgeoise, mais marquée par l'héritage gaulliste, un obstacle à la sanglante hégémonie nord-américaine »

George Gastaud nous ressert le refrain bien connu d'une bourgeoisie anglo-saxonnisante, vendue à l'impérialisme américain (le Manifeste Progressiste de la Langue Française restera dans les annales) et y ajoute une ovation à la bourgeoisie « officielle » gaulliste, « hélas » capitaliste mais anti-atlantiste et bien française.

Loin de la critique révolutionnaire de la dictature de la bourgeoisie, le PRCF nous donne le choix entre pour l'impérialisme américain ou pour l'impérialisme français.

« La signification réelle de la rupture sarkozyste : il s'agit d'un plan d'ajustement structural visant à aligner la France [...] sur les normes régressives de la mondialisation capitaliste et de son pôle européen, l'Union Européenne. »

« Pour donner tout pouvoir aux féodalités du capital, il faut détruire tout les états constitués par l'histoire. Après l'URSS et la Yougoslavie, c'est au tour de la Belgique...et de la France. »

Il semblerait que pour le philosophe du PRCF, la bourgeoisie officielle gaulliste ne cherchait pas à aligner la France sur des normes régressives. Encore un effet secondaire de « l'exception française »?

Quand au démantèlement national, aux frontières établies par l'histoire (et que fut l'histoire des frontières européennes, sinon le repartage capitaliste et impérialiste du continent?) et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, voyons ce qu'en dit Lénine

« Le prolétariat des nations oppressives ne peut se contenter des phrases générales, stéréotypées, rabâchées par tous les bourgeois pacifistes, contre les annexions et pour l'égalité en droits des nations en général. Il ne peut passer sous silence le problème, particulièrement « désagréable » pour la bourgeoisie impérialiste des *frontières* des États fondés sur l'oppression nationale. Il ne peut pas ne pas lutter contre le maintien des nations opprimées dans les frontières de ces états, autrement dit, il doit lutter pour le droit à l'autodétermination. »

Droit superbement ignoré par le PRCF, qui lui substitue le droit des états impérialistes à conserver leur mainmises, leurs frontières et leur domination. Pourquoi? Parce que l'histoire capitaliste a tranché, oubliant que l'histoire socialiste s'est assise sur ces frontières pour créer une autonomie régionale là où le prolétariat est arrivé au pouvoir.

Le droit à l'autodétermination de tout peuple opprimé est inaliénable et total. Voilà la position des communistes.

Concernant les états capitalistes anciens, comme la Belgique et la France, voici encore un extrait de « La Révolution Socialiste et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »

« [Dans les pays capitalistes avancés], les mouvements nationaux progressistes bourgeois ont depuis longtemps pris fin. Chacune de ces « grandes » nations opprime d'autres nations dans les colonies et à l'intérieur de ses frontières. Les tâches du prolétariat des nations dominantes y sont précisément celles du prolétariat de l'Angleterre, au XIX^e siècle, à l'égard de l'Irlande. »

Clairement, le prolétariat des pays capitalistes où le processus national-révolutionnaire est achevé (malheureusement pour ces aficionados au PRCF, la Révolution Française est bien achevée) a le devoir de lutter pour l'autodétermination des peuples opprimés contre la bourgeoisie, qu'elle soit officielle, anti-atlantiste ou patriotique.

Concernant la décomposition fantasmée de la France, s'agit-il d'une allusion « subtile » au fait que la bourgeoisie française a reconnu, de façon très verbale et sans obligation aucune, que les langues dites régionales existaient?

L'existence du basque, du breton, du corse, du flamand, de l'occitan, etc. relevant d'un constat tout ce qu'il y a de plus simple, il reste à expliquer comment cela scellera la destruction de la France, alors que même pendant des années où ces langues étaient bien plus rependues, la bourgeoisie française et « locale » se rependait elle aussi sur l'unité capitaliste.

« La haute bourgeoisie financière, qui dicte sa loi au pays sous un masque « démocratique » de plus en plus trompeur, veut aujourd'hui infliger au peuple français, et d'abord à sa classe ouvrière, une DÉFAITE décisive, analogue à celle que Thatcher infligea à la classe ouvrière britannique en brisant la grève des mineurs de 1984/1985 »

La défaite décisive infligée à la classe ouvrière de France, infligée à cause de son caractère de classe et non de son caractère national, ne l'a t-elle pas déjà été? Ne s'agit-il pas non d'une grève démantelée, aussi importante soit-elle mais bel et bien du démantèlement du mouvement communiste international par les révisionnistes, les opportunistes et les sociaux-chauvins? Un démantèlement ayant mis fin à l'expérience

socialiste en URSS et à la libération des pires erreurs des partis communistes des pays impérialistes, amenant in fine, à des organisations chauvines comme le PRCF?

Chaque communiste un tant soi peu cohérent jugera.

« Plutôt fasciser le pays en détruisant le droit de grève et en bâillant les médias , plutôt le priver de défense nationale en le réintégrant dans l'OTAN, tête basse et en envoyant nos jeunes gars crever pour « debeliou » en Afghanistan, plutôt laisser le « tout anglais » envahir l'espace officiellement dû à la langue de Molière et d'Aimé Césaire plutôt violer le référendum de mai 2005 en chargeant les députés de défaire en douce le NON du peuple à la constitution européenne , en un mot, plutôt TUE LA FRANCE que de manquer cette revanche sur le peuple de la haute aristocratie que représente l'élection de Sarkozy de Nagy-Bosca : Grands bourgeois à châteaux, allons y gaiement, c'est le moment de nous accorder des milliards détournés des impôts, de re-clériciser l'état, de saquer la sécu, les nationalisations, les statuts publics, le droit et la durée légale du travail, de « démanteler le programme du CNR » (conseil national de la résistance), ce « compromis entre gaullistes et communistes mis en place en 1945 » »

Le grand retour du seul ennemi de la classe ouvrière : l'espace anglo-saxon et l'aristocratie bourgeoise atlantiste française. La situation de l'impérialisme français et de la démocratie politique en France devient l'objet d'un complot de grands bourgeois omniscients et bushistes. Le passage sur la langue française (langue de colonisation, surtout en ce qui concerne le sinistre Aimé Césaire, encensé par la petite-bourgeoisie, mais justement méprisé par toute personne s'intéressant ne serait-ce qu'un peu aux luttes de libération nationale) se passe de commentaires.

Le fait que la fascisation, ou plutôt le durcissement de la dictature du prolétariat, inévitable en l'absence de parti ouvrier organisé sur la base du matérialisme dialectique, que la destruction de droits et d'avantages acquis par la classe ouvrière grâce aux profits impérialistes, que la militarisation de l'impérialisme français, que le retour sur le compromis obtenu par le PCF en 1945 (qui a eu la reconnaissance du ventre en servant de défenseur sans faille de l'impérialisme français : possibilité du passage pacifique au socialisme, défense de l'Algérie française,...) soit des symptômes du déclin sur tous les fronts de l'impérialisme français, ne semble même pas avoir effleuré l'esprit de nos apprentis thoréziens.

« Alors, pour donner le change, le président qui rosit de plaisir quand on l'appelle « l'américain », ordonne l'expulsion annuelle de 25000 ouvriers étrangers, pendant que les bons européens « friqués » du nord peuvent mettre la main sur des départements entiers peu à peu privés de tout développement économique et cela au détriment de l'unité du territoire national. »

Le fait que la bourgeoisie expulse des travailleurs immigrés pour éviter que ces derniers ne soient tentés d'avoir des salaires plus hauts afin de répondre à la demande des besoins psychologique de la régénération de la force de travail n'est pas évoqué, pas plus, bien sûr, que le fait que cette même bourgeoisie va utiliser d'autres travailleurs étrangers anonymes pour remplacer ceux qu'elle a expulsé.

Quand au passage sur les départements privés de développement économique, ça relève de l'ignorance la plus crasse.

Quel groupe social a privé les départements de l'Ouest et du Sud de développement économique industriel et les a transformés en « bronze-cul de l'Europe » dont les profits touristiques sont reversés à d'autres que les peuples habitant ces dits départements. Qui a viré les habitants légitimes des côtes méditerranéennes (avec la bénédiction tacite du PCF) pour construire marinas, côtes bétonnées? Qui a détruit les cultures locales, non pas au nom de la fusion socialiste des nations, mais au nom de l'unité capitaliste de la France? Est-ce tellement indécemment de parler de la bourgeoisie française?

« A la classe ouvrière, à ses militants les plus conséquents, les communistes, de réclamer sans relâche, au nom de la lutte contre le grand capital, la restauration de l'indépendance de notre pays, quitte à sortir la France de ces colliers étrangleurs que sont l'Union Européenne de Maastricht et l'OTAN de Bush ; à chaque patriote républicain non communiste, de saisir à son tour la signification sociale de la défense de la France en faisant en sorte qu'en lui « le citoyen parle plus fort que le bourgeois » comme le réclamait Robespierre , le fondateur de notre 1ère République et le vrai vainqueur de l'Europe féodale. »

Voilà la perspective du PRCF :

- la restauration de l'indépendance de notre pays : un thème nauséabond, celui d'une France prétendument colonisée. Les colonisés que nous devons soutenir dans leur lutte anti-impérialistes, ce sont évidemment en priorité ceux opprimés par « notre impérialisme » et non pas les « colonisés » petits-bourgeois de la métropole.

- la sortie de l'UE et de l'OTAN : comme si la France serait moins impérialiste si elle sortait de ces clubs impérialistes, ressemblant plus à des rassemblement maffieux ou chacun tente de poignarder son allié de circonstance.

La jeunesse communiste de France, ne se réclame pas d'une révolution anti-féodale qui n'est plus d'actualité depuis 2 siècles et non de Robespierre, figure de cette lutte. Si elle veut pouvoir contrer à la fois la bourgeoisie et les opportunistes, c'est la figure de Gracchus Babeuf, premier des communistes modernes, premier d'une lutte actuelle : celle du prolétariat contre la bourgeoisie.

« La nation c'est le peuple »... En unissant le drapeau rouge des ouvriers du monde entier au drapeau tricolore de Valmy et de la Résistance, construisons autour des travailleurs et de la jeunesse de plus en plus révoltée par ce régime odieux et pré-totalitaire, un large Front de Résistance et d' Alternative Progressiste, Patriotique et Populaire,

unissant tous ceux qui ont au cœur, non le profit d'une caste de parasites, mais l'avenir de la France et de ses forces vives.

Le seul drapeau rouge, le drapeau de la nécessaire union du prolétariat à travers les états et pas le drapeau représentant pour des milliers de travailleurs exploités le colonialisme, l'impérialisme et la bourgeoisie triomphante.

Un Parti Communiste des Travailleurs Révolutionnaires basé sur le marxisme-léninisme. Voilà quel est l'avenir, et pas un arc « populaire » et patriotard, dénoncé justement par Lénine.

« Ils sont pour l'unité avec [les opportunistes] et en fait les rejoignent pleinement, en défendant de façon purement verbale et hypocrite le droit d'autodétermination: ils estiment exagéré la revendication du droit de séparation politique; ils n'affirment pas la nécessité d'une tactique révolutionnaire des socialistes des nations oppressives, mais estompent au contraire leurs obligations révolutionnaires, justifient leur opportunisme, les aident à mystifier le peuple, éludent comme par hasard la question des frontières des états qui maintiennent de force dans leur sein des nations lésées dans leurs droits, etc.

[Ils] prostituent le marxisme parce qu'ils ont perdu toute faculté de comprendre la portée théorique et l'importance pratique capitale de la tactique de Marx, explicitée par lui-même à propos de l'Irlande. »

A lire nécessairement pour comprendre la question nationale et coloniale par rapport à l'impérialisme

- Le marxisme et la question nationale et coloniale (Staline)
- Lénine sur les questions nationale et coloniale (Recueil de trois textes)

JOAN.